

Semaine du 7/01/2019 - CESE : le Collectif ONLR à la une de la presse



Article rédigé par *Liberté politique*, le 11 janvier 2019

Le Conseil économique et social a rouvert au moins de décembre une procédure de consultation sur les grands sujets sociétaux.

Comme vous le savez, le CESE n'avait donné aucune suite à la formidable pétition de 2013, signée par 700 000 personnes, qui demandait l'organisation d'un véritable débat démocratique concernant la loi sur le "mariage" de personnes de même sexe.

Vendredi 4 janvier à minuit, le Conseil économique et social vient de fermer la grande consultation.

Plus de 7000 contributions ont été mises en ligne sur son site.

Le Collectif On Ne Lâche Rien a posté sa contribution :

Abrogation de la loi Taubira

Cette contribution est arrivée numéro 1 de la consultation, avec 5 900 votes.

En plein coeur du mouvement des Gilets jaunes, cette mobilisation de grande envergure frappe et interpelle. Différents organes de presse mentionnent notre mobilisation et le rôle décisif du Collectif à l'origine de la proposition. Avec par exemple :

- [AFP](#)
- Le [Huffington Post](#)
- [TV Libertés](#) (voir à 13'40)
- [Le Figaro](#)

- [Famille Chrétienne](#)

L'ACTU
DE LA SEMAINE

FAMILLE
& SOCIÉTÉ

CONSULTATION NATIONALE

On ne lâche rien
Par Pauline Quillon

«**C'**est le moment de vous exprimer ! », lançait en décembre le Conseil économique social et environnemental (Cese) aux Français en réponse aux Gilets jaunes. Il avait alors lancé, du 15 décembre au 4 janvier, une consultation nationale « afin de mieux cerner l'ensemble des attentes » des Français. Cet appel n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, mais dans celui des militants de La Manif pour tous, qui n'ont toujours pas digéré la mise à la poubelle des 700 000 pétitions déposées auprès de ce même Cese en 2013 contre la loi Taubira. Ils récidivent donc : sur les 7 900 propositions, une se détache très nettement. Postée par le collectif On ne lâche rien, elle comptabilise 5 200 votes et réclame l'abrogation de la loi Taubira. Elle est suivie d'une proposition de « bâtir enfin une vraie politique familiale, globale et ambitieuse » (4 100 votes). À la vue d'un tel résultat, les militants LGBT ont crié au « bourrage d'urnes », à l'escroquerie, au coup monté. Or, raconte la juriste Aude Mirkovic sur le blog de Juriste pour l'enfance, l'arrivée fulgurante de cette proposition, deux jours avant la fin du scrutin, a fait curieusement dysfonctionner le site du Cese, de sorte qu'il était, le dernier jour, impossible de voter pour elle. Le lendemain, le Cese a tweeté que « des collectifs ont profité [de la consultation] pour porter leurs revendications. Nous en avons conscience, et nous en tiendrons compte ». Traduction : ne craignez rien, ces votes iront, eux aussi, à la poubelle. ■

12 • FAMILLECHRETIENNE.FR • N°2139 • SEMAINE DU 12 AU 18 JANV

- [RTL](#)

Mais aussi :

- *Libération*
- *Valeurs Actuelles*
- *France info*
- *LCI*
- *BFMTV*
- *Le Monde*
- *Le Parisien*

et bien d'autres...